

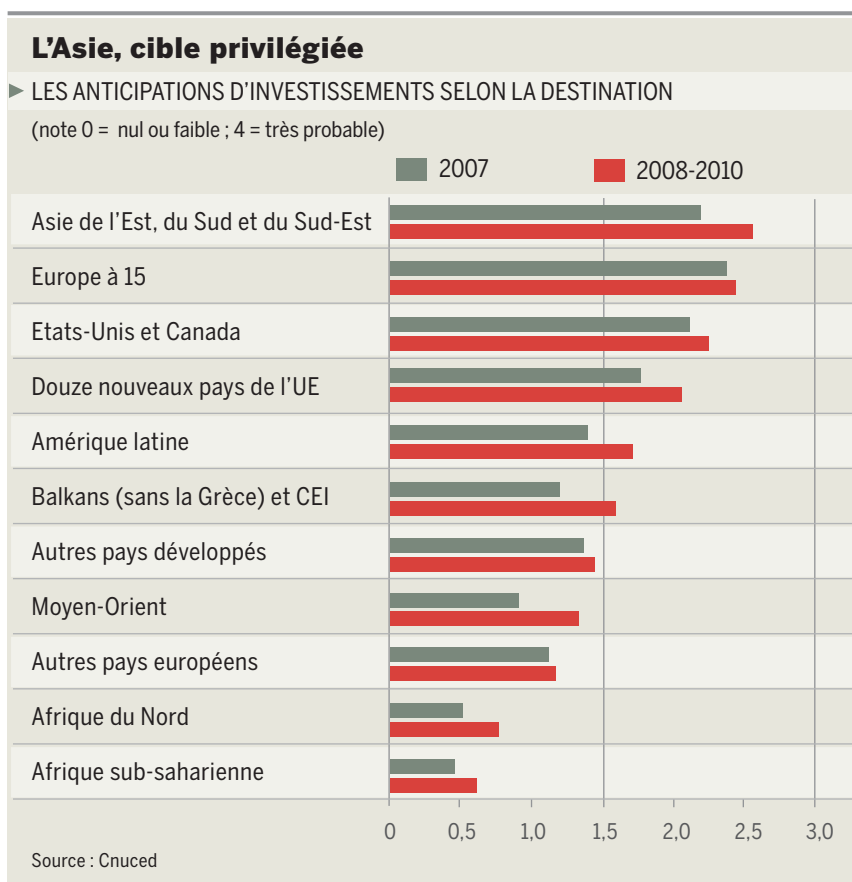
Malgré le ralentissement, les pays émergents tirent les investissements mondiaux

Les fonds souverains, dont les prises de participation dans des entreprises de pays développés ont fortement augmenté ces dernières années, restent encore des acteurs marginaux

Les investissements réalisés à l'étranger par les entreprises du monde entier ont atteint le niveau record de 1 833 milliards de dollars (1 243 milliards d'euros) en 2007, selon le dernier rapport sur l'investissement dans le monde de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), paru mercredi 24 septembre. Malgré la crise, dont les premiers effets sont apparus dès l'été 2007, les multinationales ont donc continué de juger qu'il était de leur intérêt de se développer en dehors de leurs frontières. D'autant qu'elles en avaient les moyens vu les bénéfices globalement dégagés, durant l'exercice écoulé.

Elles devraient néanmoins manifester un moindre appétit en 2008, malgré le maintien de projets en direction des marchés en croissance dans les pays émergents. Selon une enquête intermédiaire réalisée en juin par la Cnuced, les investissements étrangers devraient globalement diminuer de 10 % en 2008. Vu les événements récents, « le recul pourrait être plus élevé », estime Jean-François Outreville, coresponsable du rapport.

Ce recul concernera les opérations de fusion-acquisition qui constituent l'essentiel des flux financiers comptabilisés comme investissements directs étrangers (IDE). En revanche, les investissements *ex nihilo*, c'est-à-dire destinés à créer ou développer un laboratoire de recherche ou une usine, pourraient continuer d'augmenter selon Laurent Sansoucy, directeur de la société d'études



OCO Global. Ils ont continué d'augmenter en valeur dans le monde, durant le premier semestre 2008. Or, ce sont les plus créateurs de richesse et d'emplois.

En 2007, les pays développés sont restés les premiers investisseurs, mais aussi destinataires de capitaux étrangers. Les Etats-Unis demeurent en tête des deux palmarès, suivis du Royaume-Uni et de la France. Les pays émergents s'arrogent une part croissante des investissements. La Chine est le sixième pays destinataire.

Les flux se sont aussi fortement accrus en direction du Brésil et de la Russie.

« L'affaiblissement notable du dollar a contribué à stimuler les flux d'investissements étrangers directs à destination des Etats-Unis », estiment les auteurs du rapport. Car la chute de la devise américaine amoindrit le coût des investissements (comparé à ce qu'il serait dans la zone euro). Et parce que des investissements en zone dollar permettent aux entreprises non américaines, qui commercent

avec cette région, de se prémunir contre les variations de taux de change.

Ces investissements sont tant le fait d'entreprises de services, qu'industrielles. Même si ce sont ces dernières qui figurent en tête du classement des entreprises pour leurs actifs à l'étranger. General Electric (groupe industriel mais aussi financier) arrive en première position. Parmi les dix premiers, on trouve beaucoup de pétroliers et de constructeurs automobiles.

La France jugée « attractive »

Les fonds souverains dont les prises de participation dans des entreprises de pays développés se sont fortement accrues ces dernières années restent néanmoins encore des acteurs marginaux. Ils sont à l'origine de 0,5 % environ du total des investissements effectués à l'étranger en 2007. Mais leur activité croît rapidement. Les trois quarts de leurs opérations ont consisté à acquérir des sociétés de service dans les pays développés.

La position de la France dans le peloton de tête des pays destinataires des investissements étrangers, en 2007, a plusieurs explications. Elle serait due à la bonne « attractivité » du pays pour les uns, en raison, entre autres, de la qualité de ses infrastructures. De fait, les acquisitions, mais aussi les investissements *ex nihilo* se sont accrus en 2007. Et les chiffres du premier semestre sont aussi en croissance, selon M. Sansoucy. Mais comme pour les autres pays, ils ne représentent qu'une petite fraction des IDE.

Les acquisitions de sociétés, mais aussi les flux de trésorerie entre filiales d'un même groupe, expliquent aussi le positionnement de la France. Les flux de trésorerie intragroupes y pèsent lourd, les trois quarts des 115,4 milliards d'euros investis depuis l'étranger, en 2007, selon la Banque de France. ■

ANNIE KAHN

FINANCE

L'augmentation de capital de Natixis a été souscrite à 97 %

La banque Natixis a annoncé mercredi 24 septembre que son augmentation de capital de 3,7 milliards d'euros avait été souscrite à 97 %. Le solde des actions sera placé sur le marché par le syndicat bancaire qui a garanti le placement. L'opération est destinée à renforcer la solidité financière de cet établissement très éprouvé par la crise financière. Ses deux actionnaires principaux, les groupes Banques populaires et Caisse d'épargne, qui détiennent à eux deux près de 70 % de son capital, ont souscrit à hauteur de leur participation, soit 2,5 milliards d'euros.

Swiss Re confirme ses objectifs malgré des dépréciations

Le groupe helvétique Swiss Re, numéro un mondial de la réassurance, a confirmé jeudi 25 septembre ses objectifs à long terme et indiqué que son portefeuille d'investissements demeurerait « sain » malgré des dépréciations d'actifs supplémentaires. Swiss Re, qui avait enregistré, au deuxième trimestre une dépréciation d'actifs de 2,7 milliards de francs suisses, a annoncé une dévaluation supplémentaire de 245 millions entre fin juin et fin août. - (AFP.)

TÉLÉCOMMUNICATION

Les prérogatives du régulateur européen rognées par les eurodéputés

Les eurodéputés ont atténué, mercredi 24 septembre, la portée d'une réforme du marché des télécommunications proposée par la Commission européenne. Lors d'un vote en première lecture, ils ont rogné les prérogatives du régulateur européen appelé de ses vœux par la commissaire en charge du secteur, Viviane Reding. Les eurodéputés ont aussi rejeté tout droit de veto de la Commission sur les remèdes mis en place par un régulateur national afin d'améliorer la concurrence sur son territoire. Par ailleurs, les eurodéputés ont introduit l'idée que les fournisseurs d'accès à Internet n'ont pas à faire la « police » en matière de contenus illicites, piratés alors qu'ils sont protégés par les droits d'auteurs.

Avec la Carte Visa de TOTAL,
vos achats
réduisent le prix
de votre carburant

de 3%, 6% ou 9%
selon votre utilisation*.

Carte Visa de TOTAL.

La carte de paiement qui fait baisser le prix du carburant.

Utilisable partout, pour tout achat et sans changer de banque.



Vous ne viendrez plus chez nous par hasard **TOTAL**